

C84A1  
C33  
2006/07  
1  
QL  
P. gouv.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE  
ET DES COMMUNICATIONS**

# **Cahier explicatif des crédits**

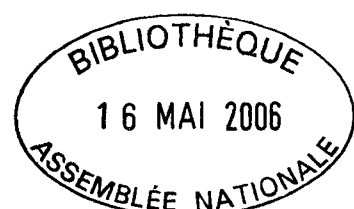
**2006-2007**

# **CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007**

## **MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

### **TABLE DES MATIÈRES**

<b>1.</b>	<b>LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS</b>	<b>1</b>
1.1	La mission et les créneaux d'activités	1
1.2	L'organisation du Ministère	3
1.2.1	La structure administrative	3
1.2.2	Les organismes et sociétés d'État	4
<b>2.</b>	<b>LES CRÉDITS 2006-2007</b>	<b>5</b>
2.1	Les crédits totaux 2006-2007	5
2.2	Les crédits 2006-2007 par programmes	6
	<b>Programme 1 : Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels</b>	6
	<b>Programme 2 : Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État</b>	8
	<b>Programme 3 : Charte de la langue française</b>	10
2.3	Les crédits de transfert	11
2.3.1	Les crédits de transfert : Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	11
2.4	Conciliation du budget de dépenses et des crédits totaux 2006-2007	13
<b>3.</b>	<b>LE PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES</b>	<b>14</b>
3.1	Les faits saillants	14
3.2	La présentation du portefeuille ministériel	15
3.3	Les choix budgétaires	15
3.4	Le plan budgétaire	22
<b>4.</b>	<b>LES IMMOBILISATIONS DES INSTITUTIONS CULTURELLES</b>	<b>25</b>
<b>5.</b>	<b>LES RÉSULTATS DES ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS</b>	<b>27</b>
<b>6.</b>	<b>LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE RELEVANT DE LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS</b>	<b>28</b>
<b>7.</b>	<b>L'EFFECTIF TOTAL 2006-2007 POUR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS ET SES ORGANISMES BUDGÉTAIRES</b>	<b>29</b>



### **1. LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

#### **1.1 La mission et les créneaux d'activités**

La culture et les communications représentent une force identitaire, intellectuelle, sociale et économique d'une grande richesse pour le Québec. Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) guide l'action gouvernementale au regard du développement de la culture et des communications. La finalité du Ministère consiste à stimuler, de concert avec les organismes et sociétés d'État relevant de la ministre, la vitalité culturelle, artistique et citoyenne du Québec, fondement de notre identité.

L'action du Ministère s'adresse à l'ensemble des citoyens et des citoyennes de même qu'aux groupes et aux personnes dont l'activité se situe à l'une ou l'autre des étapes du processus de production en culture et communications.

En matière de culture, le Ministère, les organismes et les sociétés d'État agissent dans les domaines suivants : la muséologie, l'archivistique et le patrimoine, les arts (musique, chanson, danse, théâtre, arts visuels, arts du cirque, arts multidisciplinaires et arts médiatiques), les lettres, les bibliothèques, les industries culturelles (cinéma, production télévisuelle, disque, spectacle de variétés, métiers d'art, édition), l'architecture, ainsi que le loisir culturel. Pour ce qui est des communications, le Ministère, les organismes et les sociétés d'État exercent leurs fonctions dans les secteurs des médias (presse écrite, radio, télévision, publicité), des télécommunications, de la télédistribution, du multimédia et des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

#### **La Charte de la langue française**

La ministre est responsable de la *Charte de la langue française*. Elle est assistée, à cet effet, par le Secrétariat à la politique linguistique qui a un mandat de coordination, de concertation et de promotion de la politique linguistique. De plus, la ministre a la responsabilité des trois organismes institués par la Charte de la langue française pour mettre en œuvre la politique linguistique québécoise. L'Office québécois de la langue française définit et conduit la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique, de terminologie ainsi que de francisation de l'administration et des entreprises; il assure également le respect de la Charte et le suivi de l'évolution linguistique au Québec. Le Conseil supérieur de la langue française conseille la ministre responsable de la Charte sur toute question relative à la langue française au Québec. Enfin, la Commission de toponymie officialise les noms de lieux au Québec et diffuse la nomenclature géographique officielle du Québec.

La mission et les créneaux d'activités de la Charte de la langue française, que constitue le programme 03 du ministère de la Culture et des Communications du Québec, sont présents afin de permettre au lecteur d'avoir une vue d'ensemble. La Charte fait l'objet d'une étude des crédits spécifique en commission parlementaire.

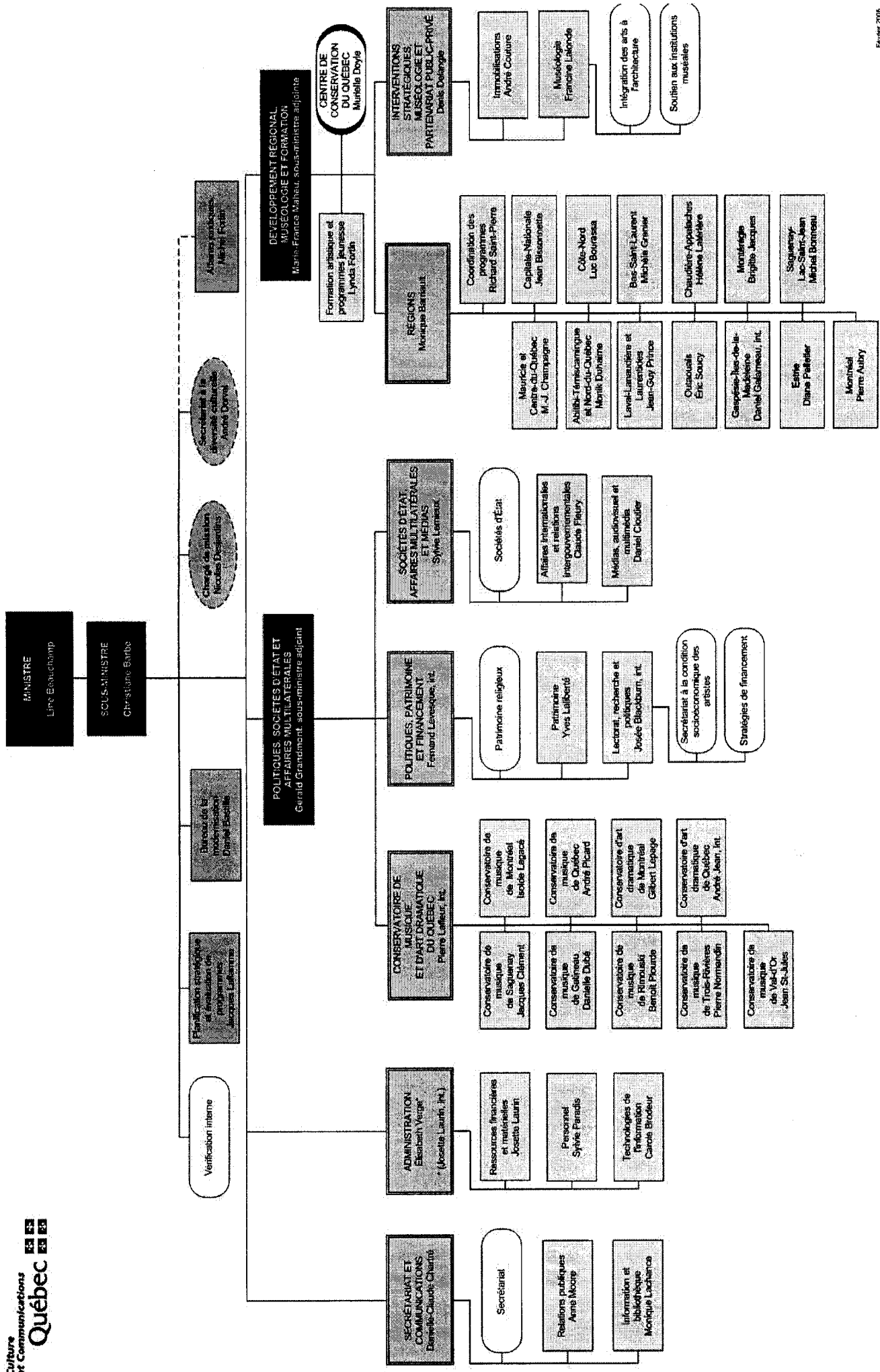
### **Les organismes qui relèvent de la ministre**

La responsabilité de la mise en œuvre de la mission liée à la Culture et aux Communications est partagée entre différents organismes et sociétés d'État, chacun ayant un rôle bien précis :

- Des organismes de conservation, de production et de diffusion de biens ou de services culturels : la Société de télédiffusion du Québec (Télé Québec), la Société de la Place des arts de Montréal, la Société du Grand Théâtre de Québec, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), le Musée de la civilisation, le Musée national des beaux-arts du Québec et le Musée d'art contemporain de Montréal;
- Des organismes-conseils et de soutien financier dans les secteurs des arts et lettres et des industries culturelles : le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC);
- Un organisme de régulation : la Régie du cinéma, qui a un mandat de surveillance et de contrôle en matière de diffusion des œuvres cinématographiques;
- Un tribunal administratif : la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs, qui est responsable de l'application de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma* (L.R.Q., c. S-32.1) de même que de la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs* (L.R.Q., c. S-32.01);
- Un organisme consultatif : la Commission des biens culturels, qui agit comme conseillère en matière de patrimoine en vertu de la *Loi sur les biens culturels* (L.R.Q., c. B-4) et de la *Loi sur les archives* (L.R.Q., c. A-21.1).
- Par ailleurs, le gouvernement, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications, nomme certains membres du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal et de la Cinémathèque québécoise. Ces deux institutions, bien qu'elles ne relèvent pas directement de l'autorité de la ministre, participent ainsi à l'atteinte des objectifs du Ministère.

### 1.2 L'organisation du Ministère

#### 1.2.1. La structure administrative



**1.2.2. Les organismes et sociétés d'État**

**Bibliothèque et Archives nationales du Québec**

M<sup>me</sup> Lise Bissonnette, présidente-directrice générale

**Commission de reconnaissance des associations  
d'artistes et des associations de producteurs**

M<sup>e</sup> Jean Corriveau, président

**Commission des biens culturels du Québec**

M. Mario Dufour, président

**Conseil des arts et des lettres du Québec**

M. Yvan Gauthier, président-directeur général

**Musée d'Art contemporain de Montréal**

M. Marc DeSerres, président

M. Marc Mayer, directeur général

**Musée de la Civilisation**

M. Henri Grondin, président

M<sup>me</sup> Claire Simard, directrice générale

**Musée national des beaux-arts du Québec**

M. Pierre Lassonde, président

M. John R. Porter, directeur général

**Régie du cinéma**

M. Jean Lebel, président

**Société de développement des entreprises culturelles**

M. Jean-Guy Chaput, président-directeur général

**Société de la Place des Arts de Montréal**

M. François Macerola, président

M<sup>me</sup> Marie Lavigne, directrice générale

**Société de télédiffusion du Québec**

M<sup>me</sup> Martine Tremblay, présidente

M<sup>me</sup> Michèle Fortin, présidente-directrice-générale

**Société du Grand Théâtre de Québec**

M. Adélar Guillemette, président

M<sup>me</sup> Francine Grégoire, directrice générale

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

5

### 2. LES CRÉDITS 2006-2007

#### 2.1 Les crédits totaux 2006-2007<sup>1</sup>

Les crédits 2006-2007 s'élèvent à 584,3 M\$ comprenant :

Programmes (000 \$)	2006-2007				2005-2006	Écart
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements <sup>2</sup>	Crédits	Crédits	
1. Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	60 218,8	1 300,3	6 119,3	65 037,8	65 455,1	(417,3)
2. Soutien à la culture, aux comm. et aux sociétés d'État	496 464,0	---	---	496 464,0	451 729,0	44 735,0
3. Charte de la langue française	22 812,9	235,0	204,0	22 781,9	22 673,3	108,6
	579 495,7	1 535,3	6 323,3	584 283,7	539 857,4	44 426,3
Moins : Crédits permanents <sup>3</sup>				850,1	2 110,4	(1 260,3)
Crédits reportés				-	2 948,4	(2 948,4)
Crédits à voter				583 433,6	534 798,6	48 635,0

Les crédits totaux de 584,3 M\$ de l'exercice financier 2006-2007 représentent une augmentation de 44,4 M\$ (8,2 %) par rapport aux crédits comparatifs totaux de 539,9 M\$ de l'exercice 2005-2006.

<sup>1</sup> Extrait du volume II du Budget de dépenses 2006-2007 et portant sur le Livre des crédits.

<sup>2</sup> Les crédits d'investissements ne constituent pas une dépense. Ils correspondent à des déboursés permettant de financer des acquisitions ou des projets qui sont ensuite inscrits à la dépense selon la période d'amortissement prévue aux conventions comptables.

<sup>3</sup> Crédits puisés directement au Fonds consolidés du revenu en vertu de la Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) et d'une loi particulière (L.R.Q., c. S-11.03) sans devoir être votés annuellement. Du montant de 850,1 K\$, 840,5 K\$ servent au remboursement d'un emprunt de la Société de la Place des Arts de Montréal (voir p.9).

### **2.2 Les crédits 2006-2007 par programmes**

#### **Programme 01 : Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels**

Ce programme vise à :

- développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion (élément 01 – Gestion interne et soutien)
- assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière (élément 02 – Centre de conservation du Québec)
- favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau du conservatoire (élément 03 – Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec)
- fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois (élément 04 – Commission des biens culturels).



# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

---

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

7

### Programme 1 : Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels

Éléments (000 \$)	2006-2007			Crédits	2005-2006	Écart
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements		Crédits	
1. Gestion interne et soutien	39 997,5	1 260,3	5 994,0	44 731,2	45 305,7	(574,5)
2. Centre de conservation du Québec	2 140,4	40,0	35,8	2 136,2	2 332,2	(196,0)
3. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	17 613,8	---	89,5	17 703,3	17 369,1	334,2
4. Commission des biens culturels du Québec	467,1	---	---	467,1	448,1	19,0
	60 218,8	1 300,3	6 119,3	65 037,8	65 455,1	(417,3)
Moins : Crédits permanents						
Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)						
Élément 1				9,6	9,6	---
Crédits reportés						
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c.7);				---	2 349,2	(2 349,2)
Crédits à voter				65 028,2	63 096,3	1 931,9

### **Programme 2 : Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**

Ce programme vise à :

- assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises. (élément 01 – Action culturelle et communications);
- promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société, ainsi que d'assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées (élément 02 – musées nationaux);
- mettre à la disposition des artistes et des producteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles (élément 03 – Société du Grand Théâtre de Québec et Société de la Place des Arts de Montréal);
- favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger (élément 04 – Société de développement des entreprises culturelles);
- assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés (élément 05 – Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs);
- offrir une programmation de télévision éducative et culturelle (élément 06 – Société de télédiffusion du Québec);
- soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement au Québec, au Canada et à l'étranger (élément 7 – Conseil des arts et des lettres du Québec);
- offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises et favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique (élément 08 – Bibliothèque et Archives nationales du Québec).

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

9

### Programme 2 : Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

Éléments (000 \$)	2006-2007			Crédits	2005-2006	Écart
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements		Crédits	
1. Action culturelle et communications	151 308,2	---	---	151 308,2	134 422,5	16 885,7
2. Musées nationaux	63 044,9	---	---	63 044,9	59 219,1	3 825,8
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	21 022,5	---	---	21 022,5	19 285,7	1 736,8
4. Société de développement des entreprises culturelles	49 968,9	---	---	49 968,9	49 866,8	102,1
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	687,9	---	---	687,9	678,5	9,4
6. Société de télédiffusion du Québec	59 781,3	---	---	59 781,3	57 648,1	2 133,2
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	77 487,2	---	---	77 487,2	72 395,8	5 091,4
8. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	73 163,1	---	---	73 163,1	58 212,5	14 950,6
	496 464,0	---	---	496 464,0	451 729,0	44 735,0
<b>Moins : Crédits permanents</b>						
Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal (L.R.Q. c. S-11.03)						
				840,5	2 100,8	(1 260,3)
Élément 3						
<b>Crédits à voter</b>						
				495 623,5	449 628,2	45 995,3

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

10

### Programme 3 : Charte de la langue française

Ce programme vise à :

- assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français de qualité dans tous les secteurs d'activités ainsi que la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

Éléments (000 \$)	2006-2007				2005-2006	Écart
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits	
1. Coordination de la politique linguistique	1 339,3	6,0	5,0	1 338,3	1 309,8	28,5
2. Office québécois de la langue française	18 418,6	215,0	190,0	18 393,6	18 356,9	36,7
3. Conseil supérieur de la langue française	1 515,0	14,0	9,0	1 510,0	1 466,6	43,4
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	1 540,0	---	---	1 540,0	1 540,0	---
	22 812,9	235,0	204,0	22 781,9	22 673,3	108,6
<b>Moins :</b>						
<b>Crédits reportés</b>						
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004,c.7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003,c.4)				---	599,2	(599,2)
<b>Crédit à voter</b>				22 781,9	22 074,1	707,8

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

11

### 2.3 Les crédits de transfert <sup>1</sup>

#### 2.3.1 Les crédits de transfert : Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

Les crédits de transfert correspondent aux subventions versées conformément aux programmes d'aide du Ministère, incluant le service de la dette découlant du plan triennal d'immobilisation et les subventions versées aux dix sociétés d'État et à un organisme pour leur fonctionnement, leurs programmes d'aide (CALQ, SODEC) et leur service de la dette.

Programmes d'aide et sociétés d'État (en 000 \$)	2006-2007	2005-2006	Écart
Aide au fonctionnement	43 764,5	39 591,9	4 172,6
Aide aux immobilisations	82 274,9	69 708,7	12 566,2
Aide aux initiatives de partenariat	11 279,8	11 279,8	---
Aide aux projets	8 630,8	8 484,0	146,8
Autres interventions particulières en culture et en communications	5 358,2	5 358,1	0,1
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – fonctionnement	72 188,8	57 238,2	14 950,6
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – programmes d'aide	974,3	974,3	---
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	687,9	678,5	9,4
Conseil des arts et des lettres du Québec – fonctionnement	5 627,3	5 514,3	113,0
Conseil des arts et des lettres du Québec – programmes d'aide	71 859,9	66 881,5	4 978,4
Musée d'Art contemporain de Montréal	8 547,2	8 502,8	44,4
Musée de la Civilisation	21 878,5	20 947,9	930,6
Musée des beaux-arts de Montréal <sup>2</sup>	18 663,4	16 401,3	2 262,1
Musée national des beaux-arts du Québec	13 955,8	13 367,1	588,7

<sup>1</sup> Extrait du Volume II du Budget de dépenses 2006-2007 et portant sur le Livre des crédits.

<sup>2</sup> Le Musée des beaux-arts de Montréal est une institution qui ne relève pas directement de l'autorité de la ministre et n'est donc pas une société d'État, mais participe tout de même à l'atteinte des objectifs du Ministère.

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

12

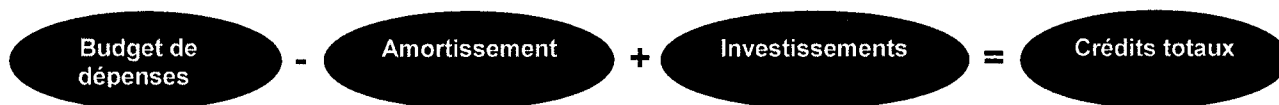
Société de développement des entreprises culturelles – fonctionnement	5 670,6	5 568,5	102,1
Société de développement des entreprises culturelles – programmes d'aide	43 901,8	43 901,8	---
Société de la Place des Arts de Montréal	16 436,3	15 487,7	948,6
Société de télédiffusion du Québec	59 781,3	57 648,1	2 133,2
Société du Grand Théâtre de Québec	4 586,2	3 798,0	788,2
<b>TOTAL du programme 02</b>	<b>496 067,5</b>	<b>451 332,5</b>	<b>44 735,0</b>

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

13

### 2.4 Conciliation du budget de dépenses et des crédits totaux 2006-2007<sup>1</sup>



2006-2007				
Programmes (000 \$)	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits
1. Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	60 218,8	1 300,3	6 119,3	65 037,8
2. Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	496 464,0	-	-	496 464,0
3. Charte de la langue française	22 812,9	235,0	204,0	22 781,9
	579 495,7	1 535,3	6 323,3	584 283,7
Moins : Crédits permanents				850,1
Crédits reportés				---
Crédits à voter				583 433,6

Le budget de dépenses est constitué des dépenses de rémunération, de fonctionnement et de transfert, auxquelles s'ajoute l'amortissement. Le budget de dépenses exclut les crédits annuels requis pour les acquisitions d'équipements.

L'**amortissement** de 1 535,3 K\$ tient compte des équipements acquis antérieurement au 1<sup>er</sup> avril 2006 et des acquisitions prévues en 2006-2007 pour le Ministère incluant les Institutions nationales et les organismes de la Charte de la langue française.

L'amortissement constitue une dépense aux états financiers sans être un crédit. L'amortissement est calculé selon le type d'équipements acquis (ex. : 3 ans pour le mobilier, l'équipement de bureau et l'équipement informatique et 10 ans pour l'équipement spécialisé).

Les **investissements** de 6 323,3 K\$ sont les déboursés prévus pour les immobilisations. Bien qu'ils ne constituent pas une dépense, ils correspondent à des crédits permettant de financer des acquisitions. Les crédits d'immobilisations constituant la prévision des acquisitions pour 2006-2007, ils permettent de poursuivre la modernisation des équipements et des systèmes technologiques de soutien à la gestion, notamment pour le projet « Diapason », ainsi que pour l'acquisition d'équipements spécialisés pour le Centre de conservation du Québec, le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec et les organismes de la Charte de la langue française.

<sup>1</sup> Extrait du Volume II du Budget de dépenses 2006-2007 et portant sur le Livre des crédits.

### 3. PLAN ANNUEL DE GESTION DE DÉPENSES

#### 3.1 Faits saillants

- L'élaboration et la mise en place de mesures pour accroître l'investissement privé et diversifier les sources de financement de la culture et des communications, dont le programme Placements culture.
- La poursuite des travaux visant à doter le Conservatoire de musique et d'art dramatique de Montréal d'une résidence permanente et l'Orchestre symphonique de Montréal d'une salle de concert de calibre international, en mode partenariat public-privé.
- L'implantation des actions du plan ministériel de modernisation :
  - La mise en œuvre de la nouvelle offre de services et de l'attribution de l'aide financière;
  - L'opérationnalisation du Service de soutien aux institutions muséales et des cellules régionales d'expertise en muséologie.
- La mise en vigueur de la Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec de façon à assurer la pérennité de cette institution et la doter d'un cadre de gestion mieux adapté à sa mission.
- La coordination et la contribution du Ministère au plan d'action gouvernemental en vue de la ratification et de la mise en œuvre efficace de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.
- La mise en œuvre des actions pour favoriser le développement de la culture et des communications dans l'ensemble des régions du Québec, dans le cadre du projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale.
- La mise en place d'un plan de modernisation de Télé-Québec, visant à assurer sa pérennité et à orienter ses activités sur sa mission principale, la programmation.
- La reconduction, pour l'exercice 2006-2007, d'une aide spéciale pour soutenir financièrement certains musées qui éprouvent des difficultés financières ainsi qu'une aide pour la formation spécialisée en musique et en danse.



### **3.2 La présentation du portefeuille ministériel**

Le ministère de la Culture et des Communications, soutenu par les organismes et les sociétés d'État relevant de la ministre, a pour mission de favoriser au Québec l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture ainsi que le développement des communications et de contribuer à leur rayonnement à l'étranger. La finalité du Ministère consiste à stimuler, de concert avec les organismes et les sociétés d'État relevant de la ministre, la vitalité culturelle, artistique et citoyenne du Québec, fondement de notre identité.

L'action du Ministère s'adresse à l'ensemble des citoyens et des citoyennes de même qu'aux groupes et aux personnes dont l'activité se situe à l'une ou l'autre des étapes du processus de production en culture et communications.

En matière de culture, le Ministère, les organismes et les sociétés d'État agissent dans les domaines suivants : la muséologie, l'archivistique et le patrimoine, les arts (musique, chanson, danse, théâtre, arts visuels, arts du cirque, arts multidisciplinaires et arts médiatiques), les lettres, les bibliothèques, les industries culturelles (cinéma, production télévisuelle, disque, spectacle de variétés, métiers d'art, édition), l'architecture, ainsi que le loisir culturel. Pour ce qui est des communications, le Ministère, les organismes et les sociétés d'État exercent leurs fonctions dans les secteurs des médias (presse écrite, radio, télévision, publicité), de l'audiovisuel, des télécommunications, de la télédistribution, du multimédia et de la communication.

#### **La Charte de la langue française**

La langue française est au cœur de l'identité québécoise.

La ministre de la Culture et des Communications est responsable de la Charte de la langue française. Elle est assistée, à cet effet, par le Secrétariat à la politique linguistique et par trois organismes : l'Office québécois de la langue française, le Conseil supérieur de la langue française et la Commission de toponymie.

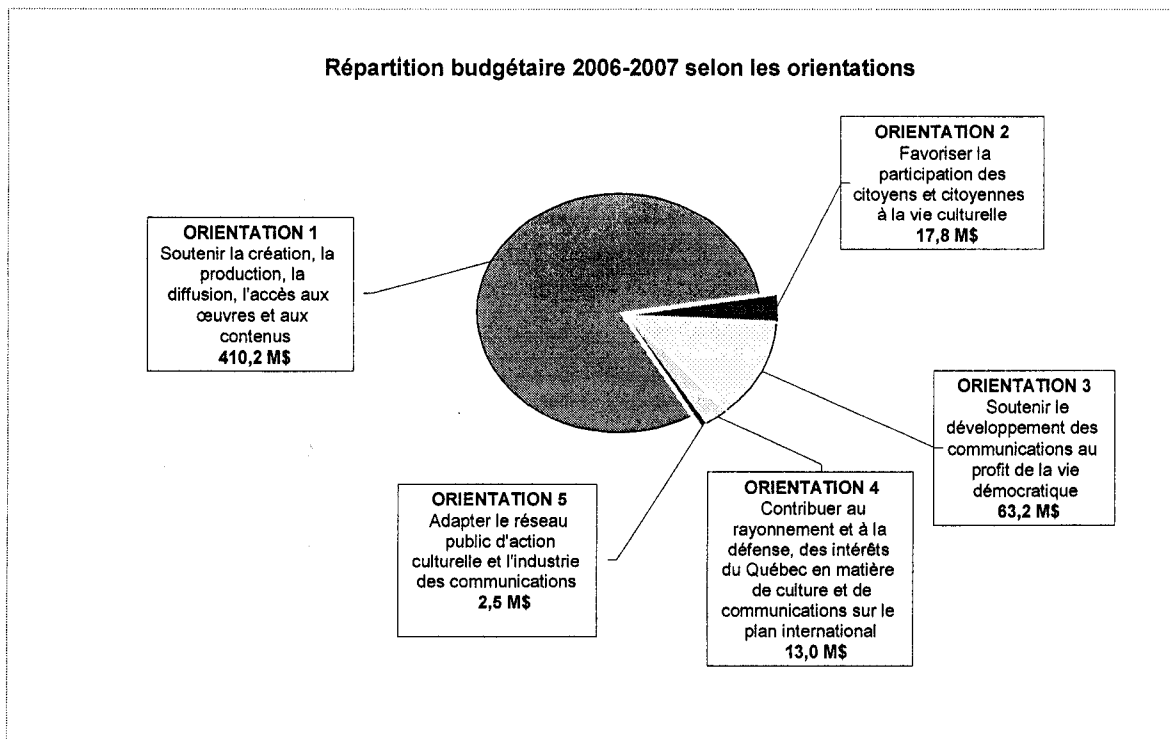
### **3.3 Les choix budgétaires**

#### **Culture et Communications**

Le premier mode d'intervention du Ministère a trait aux orientations et aux activités législatives et réglementaires inhérentes à sa mission. Un autre mode d'intervention consiste à développer et à maintenir une concertation interministérielle et intergouvernementale efficace.

Le Ministère joue également un rôle majeur en relation avec la planification et le développement immobilier dans le secteur de la culture et des communications. De plus, il fait une place prépondérante au développement de partenariats (municipalités, municipalités régionales de comté et secteur de l'éducation).

Les orientations du Plan stratégique 2005-2008 qui structurent l'action du Ministère sont présentées dans le schéma ci-dessous <sup>1</sup>:



Par ailleurs, la gestion de plusieurs programmes d'aide financière est confiée aux sociétés d'État qui doivent les utiliser conformément aux orientations qui leur sont transmises annuellement par la ministre. Des sommes importantes du portefeuille ministériel se trouvent ainsi à être allouées aux sociétés d'État. En conséquence, on ne retrouve pas dans le présent plan les objectifs stratégiques et les actions déterminantes concernant les sociétés d'État puisque ce sont elles qui en sont imputables.

**Orientation 1 :** Soutenir la création, la production, la diffusion et l'accès aux œuvres et aux contenus

La culture s'exprime par la création artistique, la production, la promotion et la mise en marché des œuvres et des produits culturels issus des artistes, des organismes et des industries de la culture et des communications. Elle s'exprime également par l'accès de la population à des œuvres et à des contenus culturels, de même qu'à des établissements culturels comme les musées, les cinémas, les bibliothèques publiques et les écoles de formation professionnelle.

Au total, le Ministère affectera à cette orientation 410,2 M\$ en 2006-2007. De ce montant, des sommes substantielles sont attribuées aux sociétés d'État :

- 67,0 M\$ sur les 71,9 M\$ alloués au Conseil des arts et des lettres du Québec en crédits de transfert;
- 40,3 M\$ sur les 43,9 M\$ alloués à la Société de développement des entreprises culturelles en crédits de transfert;
- 16,4 M\$ à la Société de la Place des Arts de Montréal et 4,6 M\$ à la Société du Grand Théâtre de Québec;
- 73,2 M\$ à Bibliothèque et Archives nationales du Québec;
- 21,9 M\$ au Musée de la civilisation, 14,0 M\$ au Musée national des beaux-arts du Québec et 8,5 M\$ au Musée d'art contemporain de Montréal.

<sup>1</sup> La répartition budgétaire selon les orientations ne comprend pas les coûts de fonctionnement du Ministère, du Conseil des arts et des lettres du Québec, de la Société de développement des entreprises culturelles, de la Commission des biens culturels du Québec et de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs.

Outre les sommes dévolues aux sociétés d'État, le Ministère consacrera 164,3 M\$ à cette orientation. Les interventions du Ministère viseront, notamment à favoriser l'accessibilité et la fréquentation des bibliothèques publiques ainsi que l'accroissement des services offerts. Le Ministère verra aussi à assurer la pérennité du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec et le doter d'un cadre de gestion mieux adapté à sa mission. Enfin, il poursuivra ses efforts pour consolider le partenariat entre les musées, améliorant ainsi leur offre de services.

### **Actions envisagées**

- L'offre aux citoyennes et aux citoyens d'une large gamme d'écrits et de livres par les bibliothèques;
- La mise en commun et en réseau des ressources entre bibliothèques;
- La mise en vigueur de la Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec;
- La mise en œuvre du service de soutien aux institutions muséales;
- L'implantation des cellules régionales d'expertise en muséologie dans deux régions pilotes du Québec;
- L'allocation de 5,0 M\$ en aide spéciale en 2006-2007 pour soutenir certains musées en difficultés financières.

Outre ces objectifs stratégiques à caractère budgétaire, le Ministère poursuivra ses actions en vue d'assurer le leadership gouvernemental en matière d'élaboration et de mise en œuvre d'un ensemble de mesures pour améliorer la condition socioéconomique des artistes.

### **Orientation 2 : Favoriser la participation active des citoyennes et des citoyens à la vie culturelle**

Une culture est vivante si elle est enracinée dans la population. L'accès aux œuvres et aux contenus culturels, le développement des publics de même que la sensibilisation et la participation des citoyens et des citoyennes aux arts, à la culture et aux communications sont des enjeux majeurs sur lesquels le Ministère entend intensifier ses efforts au cours des prochaines années. Les milieux scolaire et municipal, par exemple, sont des partenaires importants à cet égard. Que leurs actions soient menées dans leurs secteurs respectifs ou en partenariat, cela améliore automatiquement la qualité de vie de la population.

L'action du Ministère veut favoriser, à toutes les étapes de la chaîne culturelle, la participation active des citoyennes et des citoyens partout au Québec. Pour ce faire, les interventions du Ministère s'articuleront autour de quatre objectifs stratégiques. Le premier vise à augmenter le nombre de jeunes du préscolaire, du primaire et du secondaire des écoles publiques et privées ayant participé à des activités artistiques et culturelles. Le deuxième objectif est d'augmenter la population rejointe par une entente de partenariat. Le troisième objectif sera de renforcer le rayonnement culturel de Québec en tant que Capitale nationale, et enfin, de renforcer le rôle de Montréal comme pôle de rayonnement culturel québécois en tant que métropole internationale et milieu culturel à visage français.

### **Actions envisagées**

- Le soutien à la mise en œuvre d'activités à caractère culturel de même qu'à la réalisation de projets régionaux, notamment par le biais du programme La culture à l'école;
- La négociation et la signature d'ententes de partenariat sur l'ensemble du territoire québécois;
- Le suivi de l'entente de développement culturel avec la ville de Québec;
- Le suivi de l'entente de développement culturel avec la ville de Montréal.
- L'allocation d'une aide spéciale de 1,0 M\$ en 2006-2007 dans le domaine de la formation spécialisée en musique et en danse.

Outre les objectifs stratégiques visés dans le cadre de cette orientation, le Ministère entend également amorcer, avec ses partenaires et les milieux concernés, un chantier visant à intensifier les liens entre la culture et l'éducation afin d'accroître chez les jeunes la sensibilisation et la participation à la culture.

Des budgets de 17,8 M\$ seront affectés à cette orientation en 2006-2007.

### **Orientation 3 : Soutenir le développement des communications au profit de la vie démocratique**

Depuis quelques années au Québec, comme ailleurs dans le monde, on observe une certaine concentration de la propriété des médias. L'accès à une information locale diversifiée constitue un enjeu stratégique pour la santé démocratique et économique des régions et des communautés locales. Le Ministère poursuivra ses actions dans le but de permettre l'accès à une information locale et régionale diversifiée sur l'ensemble du territoire québécois, par le biais des médias communautaires.

#### **Action envisagée**

- Le soutien aux médias communautaires et le suivi des actions prioritaires retenues suite au dépôt du rapport du Comité directeur sur les médias communautaires.

Le Ministère consacrera, en 2006-2007, 63,2 M\$ dans les actions inscrites sous cette orientation. De cette somme, mentionnons que 59,8 M\$ sont versés à Télé-Québec.

### **Orientation 4 : Contribuer au rayonnement et à la défense des intérêts du Québec en matière de culture et de communications sur le plan international**

Le rayonnement et le développement des marchés internationaux en matière de culture et de communications conjugués à la défense de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques sont des enjeux stratégiques pour le Ministère. Le Ministère poursuivra ses efforts pour créer des conditions favorables au maintien des acquis et au développement des marchés, notamment en Amérique.

### **Actions envisagées**

- La participation à la réalisation de missions, vitrines internationales d'envergure et activités de développement de marchés;
- La réalisation de projets structurants permettant de consolider le rayonnement du Québec dans le cadre des ententes de coopération internationale;
- L'accroissement et la diversification des projets de promotion de la culture à l'étranger sur les territoires stratégiques;

- La mise à jour d'une stratégie de rayonnement et d'exportation de la culture québécoise, de concert avec le Conseil des arts et des lettres du Québec et la Société de développement des entreprises culturelles.

En plus de ces actions à caractère budgétaire, le Ministère poursuivra ses efforts pour favoriser la ratification et la mise en œuvre efficace de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

En 2006-2007, le Ministère entend consacrer 13,0 M\$ à cette orientation.

### **Orientation 5 : L'adaptation du réseau d'action culturel et de l'industrie des communications**

L'objectif premier du gouvernement, dans le cadre de la modernisation des services de l'État, est de rendre ceux-ci plus efficaces, d'en améliorer la qualité et de les adapter aux véritables besoins de la population. Le Ministère poursuivra ainsi ses travaux pour mettre en œuvre la nouvelle offre de services du Ministère conformément aux objectifs du gouvernement en ligne. Il intensifiera ses actions dans le but de hausser le niveau des investissements dans la culture par une diversification des sources de revenus des organismes et des institutions. Enfin, dans le cadre du projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le Ministère mettra en œuvre des actions dans le but de favoriser le développement de la culture et des communications dans l'ensemble des régions du Québec.

#### **Actions envisagées**

- L'implantation du système informatique et des processus administratifs nécessaires à la prestation électronique des services d'aide financière;
- L'élaboration et la mise en place de mesures pour accroître l'investissement privé et pour diversifier les sources de financement, notamment par le programme Placements culture;
- La mise en œuvre des engagements du Ministère concernant les propositions de conférences régionales des élus relatives à l'adaptation des normes et programmes du Ministère aux particularités régionales et locales;
- La réalisation de diagnostics régionaux.

Outre les objectifs stratégiques à caractère budgétaire qui sont visés ici, le Ministère assurera le suivi du plan de modernisation de Télé-Québec. Il verra également à la réalisation du plan d'action ministériel en matière de services partagés, dans la foulée des orientations gouvernementales portant sur l'intégration et la rationalisation des services de soutien administratif.

Le Ministère prévoit consacrer en 2006-2007 un budget de 2,5 M\$ aux actions découlant de cette orientation.

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

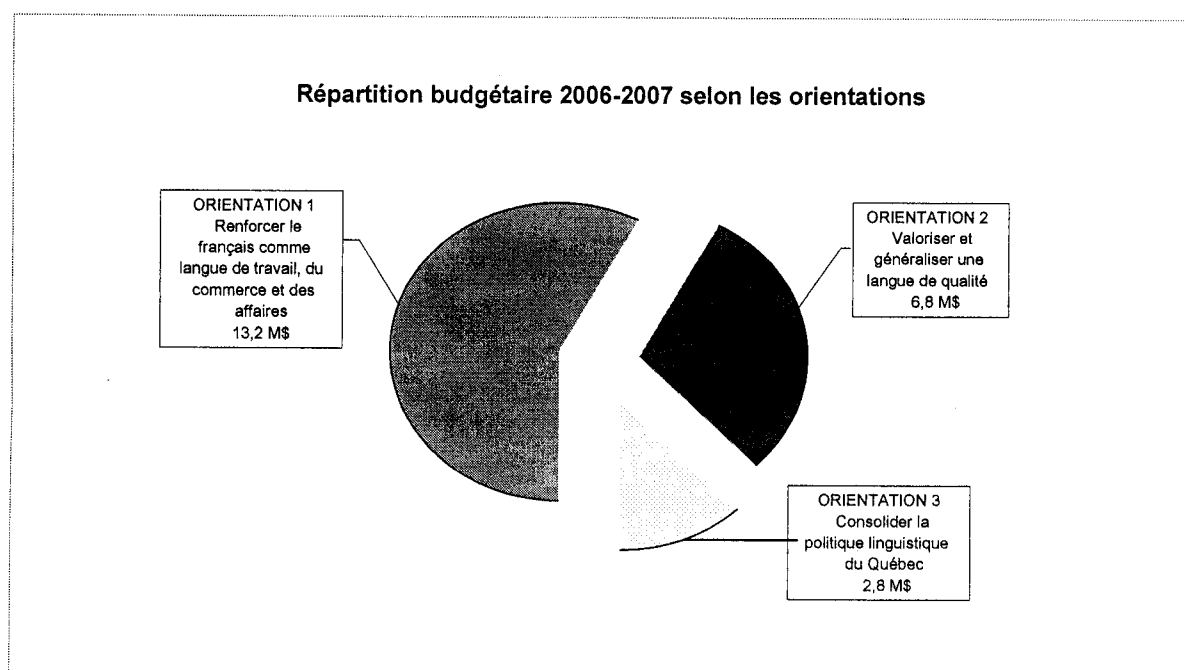
20

### Charte de la langue française

#### Fait saillant

- Le maintien de la promotion de la langue française, au cœur des priorités gouvernementales.

En 2006-2007, les crédits de 22,8 M\$ alloués au programme Charte de la langue française seront répartis entre trois grandes orientations selon la ventilation exposée ci-après.



#### **Orientations 1 :** Renforcer le français comme langue du travail, du commerce et des affaires

Il demeure toujours nécessaire d'affirmer le caractère français du Québec dans les milieux de travail ainsi que dans le domaine du commerce et des affaires. D'une part, parce que le fait de pouvoir réussir économiquement et socialement « en français » représente encore l'un des meilleurs incitatifs pour favoriser la connaissance et l'usage de cette langue au Québec. D'autre part, pour que les travailleurs et les consommateurs québécois, majoritairement francophones, puissent travailler et être servis en français. C'est pourquoi, il demeure important d'accroître la francisation des milieux de travail et d'agir pour assurer le respect de la Charte de la langue française, plus particulièrement dans le domaine du commerce et des affaires.

#### **Actions envisagées**

- Attribution d'un certificat de francisation ou approbation d'un programme de francisation pour au moins 25 % des entreprises et des organismes publics non encore certifiés ou ne disposant pas d'un programme de francisation;
- Interventions sectorielles auprès des entreprises du camionnage, des sports de montagne, du taxi et auprès des grandes chaînes hôtelières;
- Augmentation du nombre de comités de francisation actifs et conformes dans les entreprises;
- Nouveaux services offerts électroniquement aux entreprises et à l'administration;
- Intervention sectorielle ciblant les produits de consommation suivants : les jeux vidéo, les gros électroménagers, les outils électriques et les ordinateurs portatifs;

— Traitement des plaintes.

En 2006-2007, des crédits de 13,2 M\$ seront affectés à cette orientation afin de poursuivre des actions pour la francisation des milieux de travail, ainsi que pour assurer le respect de la Charte de la langue française.

### **Orientation 2 : Valoriser et généraliser l'utilisation d'une langue de qualité**

Depuis trente ans, des progrès importants ont été accomplis au Québec pour y accroître la qualité du français oral et écrit. De même, en matière de toponymie, les normes et les règles d'écriture à respecter dans la dénomination des lieux se sont sensiblement raffinées au fil des ans. Mais il reste encore beaucoup à faire pour que les entreprises, l'administration publique et la population en général, quelle qu'en soit la langue d'origine, soient suffisamment outillées pour répondre aux exigences d'une société et d'une époque de plus en plus axées sur le savoir et les communications. Afin de faire face à ces défis, il importe de continuer à sensibiliser la population à l'importance de la qualité de la langue, tout en mettant à sa disposition des outils terminologiques, linguistiques et toponymiques améliorés.

#### **Actions envisagées**

- Enrichissement du Grand dictionnaire terminologique, de la Banque de dépannage linguistique et de la Banque TOPOS ainsi que la diffusion de la toponymie officielle;
- Offre de services d'assistance terminologique et linguistique ainsi que de services d'information toponymique au grand public et à certains usagers spécialisés;
- Soutien aux activités de la Table de concertation sur la qualité de la langue dans les médias;
- Soutien au projet du Dictionnaire du français standard en usage au Québec;
- Publication d'un aide-mémoire pour simplifier la communication écrite dans l'administration publique.

En 2006-2007, des crédits de 6,8 M\$ seront dévolus à des actions de valorisation et de généralisation d'une langue française de qualité.

### **Orientation 3 : Consolider la politique linguistique du Québec**

La politique linguistique québécoise, découlant de la Charte de la langue française, d'une dizaine de règlements et de plusieurs politiques gouvernementales ou sectorielles, vise à promouvoir la langue française et à en favoriser l'épanouissement dans le contexte nord-américain. Pour donner à cette politique sa pleine mesure, il faut d'abord en assurer la promotion et veiller à la cohérence de son application, notamment au sein de l'État québécois dont les pratiques linguistiques doivent demeurer exemplaires. De plus, cette politique doit s'accompagner de gestes officiels qui encouragent les initiatives issues de la population pour favoriser la qualité et le rayonnement du français. Enfin, pour progresser, la politique linguistique doit tenir compte du contexte sociolinguistique qui façonne le Québec. À cet effet, il est indispensable de bien documenter l'évolution de la situation linguistique québécoise, canadienne et internationale.

#### **Actions envisagées**

- Suivi des actions gouvernementales en matière linguistique;
- Commémorations, prix et décorations, Francofête 2007;

- Lancement de *Noms et lieux du Québec*;
- Poursuite de la réalisation du bilan sur l'évolution de la situation linguistique au Québec;
- Suivi de la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique;
- Étude sur les enjeux linguistiques québécois;
- Partenariats canadiens et internationaux.

En 2006-2007, des crédits de 2,8 M\$ seront utilisés pour des actions visant à consolider la politique linguistique du Québec.

### 3.4 Le plan budgétaire

Les dépenses 2006-2007 du Ministère s'établissent à 579,5 M\$, ce qui représente une augmentation de 45,4 M\$ par rapport à la dépense probable de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'indexation des salaires et des dépenses, l'ajout de crédits pour le programme Placements Culture, l'aide aux musées en difficultés financières et l'aide à la formation spécialisée en musique et en danse, ainsi que par la croissance du service de la dette.

Les grandes composantes des dépenses du Ministère pour l'exercice 2006-2007 et leur part respective sont : 264,5 M\$ pour les programmes d'aide, 239,8 M\$ pour les institutions culturelles en patrimoine et muséologie, en arts de la scène et en audiovisuel dont 215,1 M\$ en subventions à des institutions ayant le statut de sociétés d'État; 40,0 M\$ pour le fonctionnement du Ministère, 12,4 M\$ pour le fonctionnement des autres organismes et, finalement, 22,8 M\$ pour la Charte de la langue française.

**Le budget de dépenses par programmes**  
(en milliers de dollars)

	2006-2007		2005-2006	
	Budget de dépenses (1)	Variation (2)=(1)-(4)	Budget de dépenses (3)	Dépense probable (4)
1. Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	60 218,8	525,5	60 636,1	59 693,3
2. Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	496 464,0	43 801,4	451 729,0	452 662,6
3. Charte de la langue française	22 812,9	1 050,4	22 739,0	21 762,5
<b>Total</b>	<b>579 495,7</b>	<b>45 377,3</b>	<b>535 104,1</b>	<b>534 118,4</b>
<b>Effectif total (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>876</b>	<b>(9)</b>	—	885

Note Le programme Charte de la langue française comporte une provision qui permet des transferts à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. À ce programme, la dépense probable est diminuée en raison de tels transferts.

### Programme 1 : Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels

Les objectifs du programme et les priorités sont les suivants : développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec; élaborer et gérer les politiques, orientations et programmes en matière de culture et de communications; assurer la restauration de biens culturels ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière; favoriser l'enseignement des arts d'interprétation; assurer les services de



soutien à la gestion. De plus, par l'action de la Commission des biens culturels, fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

L'augmentation nette de 0,5 M\$ découle principalement de l'indexation des salaires et de la réduction des dépenses reliées au fonctionnement du Ministère.

### **Programme 2 : Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**

Les objectifs et les priorités de ce programme sont : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions municipales ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux de musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique.

L'augmentation de 43,8 M\$ résulte principalement de l'ajout de crédits pour l'aide aux musées en difficultés financières, l'aide à la formation spécialisée en musique et en danse, le programme Placements Culture, de même que de la croissance du service de la dette.

### **Programme 3 : Charte de la langue française**

Les ressources allouées au programme Charte de la langue française permettent d'assurer la promotion et la diffusion d'un français de qualité dans tous les secteurs d'activité ainsi que la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

L'augmentation nette de 1,1 M\$ provient principalement de l'indexation des salaires et de l'ajout de crédits pour le suivi de la situation linguistique.

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

24

### Le budget d'investissements (en milliers de dollars)

	2006-2007	2005-2006
Immobilisations	6 323,3	6 323,3
Prêts, placements et avances	—	—

Le budget d'investissements permet de poursuivre la modernisation des équipements informatiques et des systèmes technologiques de soutien à la gestion, ainsi que l'acquisition d'équipements spécialisés pour le Centre de conservation du Québec, le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec et les organismes de la Charte.

### Les organismes budgétaires et les organismes autres que budgétaires (en milliers de dollars)

	Prévisions 2006-2007		Probables 2005-2006	
	Budget de dépenses de l'organisme	Partie financée par le portefeuille ministériel	Dépenses de l'organisme	Partie financée par le portefeuille ministériel
<b>Organismes budgétaires</b>				
Commission de toponymie	964,6	964,6	1 302,6	1 302,6
Commission des biens culturels du Québec	467,1	467,1	448,1	448,1
Conseil supérieur de la langue française	1 515,0	1 515,0	1 471,6	1 471,6
Office québécois de la langue française	17 454,0	17 454,0	17 169,7	17 169,7
<b>Organismes autres que budgétaires</b>				
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	84 421,8	73 163,1	62 418,9	58 212,5
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	687,9	687,9	678,5	678,5
Conseil des arts et des lettres du Québec	78 208,0	77 487,2	73 762,3	72 395,8
Musée d'art contemporain de Montréal	9 421,0	8 547,2	9 672,0	8 502,8
Musée de la civilisation	27 866,0	21 878,5	25 341,2	20 947,9
Musée national des beaux-arts du Québec	16 715,1	13 955,8	21 716,5	13 367,1
Régie du cinéma	4 616,3	—	5 028,9	—
Société de développement des entreprises culturelles	56 041,5	49 572,4	56 051,9	49 470,3
Société de la Place des Arts de Montréal	32 038,9	16 436,3	30 779,2	15 487,7
Société de télédiffusion du Québec	81 226,2	59 781,3	82 551,5	57 648,1
Société du Grand Théâtre de Québec	9 278,4	4 586,2	9 254,2	3 798,0

#### **4. LES IMMOBILISATIONS DES INSTITUTIONS CULTURELLES <sup>1</sup>**

Les investissements sont financés au moyen d'emprunts à long terme contractés par les organismes subventionnés. La contribution du gouvernement est répartie généralement sur une période maximale de 20 ans et prend la forme d'une prise en charge totale ou partielle du service de dette. Au volume II du *Budget de dépenses 2006-2007* portant sur les *Crédits des ministères et organismes*, la dépense correspondant au service de dette subventionné est inscrite à la supercatégorie « Transfert » et se compose des sommes versées aux organismes pour le remboursement du capital emprunté ainsi que pour les intérêts.

Chaque année, le ministère prépare un plan triennal d'immobilisations qui est ensuite approuvé par le Conseil du trésor. Ce plan indique les investissements liés au parachèvement des projets autorisés antérieurement, aux besoins en matière de maintien des actifs ainsi que le coût des nouvelles initiatives. Le déboursé probable 2005-2006 et la prévision pour 2006-2007 découlent des plans approuvés à ce jour.

##### **Investissements en immobilisations**

	Débours prévus (M\$) 2006-2007	Débours probables (M\$) 2005-2006	Variation
Équipements culturels et patrimoine	58,6	57,8	0,8
Sociétés d'État	22,8	27,6	(4,8)

##### **Équipements culturels et patrimoine**

Les projets d'immobilisations subventionnés par service de dette par le ministère de la Culture et des Communications comprennent notamment des projets de construction, d'agrandissement, de rénovation et de modernisation des équipements spécialisés de bibliothèques publiques, de salles de spectacles, de centres d'archives, de musées et de centres d'interprétation ainsi que des projets de restauration et de conservation du patrimoine bâti et du patrimoine religieux. Les projets comprennent également le renouvellement d'expositions permanentes d'institutions muséales et l'enrichissement des collections des bibliothèques publiques. Le gouvernement participe au financement du coût des immobilisations réalisées par des municipalités ou des institutions culturelles dans une proportion variant généralement de 40 % à 90 %.

<sup>1</sup> Extrait du Volume IV du Budget de dépenses 2006-2007 et portant sur le Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires.

# **CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007**

---

## ***MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS***

26

### **Sociétés d'État**

La majeure partie des déboursés en 2006-2007 sont attribuables au maintien des actifs de Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

27

### 5. LES RÉSULTATS DES ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS<sup>1</sup>

Les dépenses consolidées du gouvernement comprennent, en plus des dépenses de programmes et de celles dévolues au service de la dette, les dépenses effectuées par les organismes gouvernementaux dont ceux relevant de la ministre de la Culture et des Communications.

Le tableau qui suit présente les prévisions de revenus et dépenses pour l'exercice 2006-2007 et les prévisions de résultats 2005-2006 des organismes relevant de la ministre de la Culture et des Communications.

	2006-2007			2005-2006
	Revenus	Dépenses	Résultat	Résultat <sup>2</sup>
	M\$	M\$	M\$	M\$
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	81,2	84,4	(3,2)	1,7
Commission de la reconnaissance des associations d'artistes	0,7	0,7	-	-
Conseil des arts et des lettres du Québec	78,1	78,2	(0,1)	-
Musée d'art contemporain de Montréal	9,2	9,4	(0,2)	-
Musée de la civilisation	27,2	27,9	(0,7)	(0,3)
Musée national des beaux-arts du Québec	16,3	16,7	(0,4)	(0,4)
Régie du cinéma	14,2	4,6	9,6	11,0
Société de développement des entreprises culturelles	55,0	56,0	(1,0)	(0,4)
Société de la Place des Arts de Montréal	31,8	32,0	(0,2)	0,7
Société de télédiffusion du Québec	73,0	81,2	(8,2)	(8,9)
Société du Grand Théâtre de Québec	9,3	9,3	-	-
TOTAL	396,0	400,4	(4,4)	3,4

<sup>1</sup> Extrait du Volume IV du Budget de dépenses 2006-2007 portant sur le Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires.

<sup>2</sup> Livre des crédits 2006-2007 volume IV, p. 74.

# CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

28

### 6. LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE RELEVANT DE LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

De façon générale, tous les revenus du gouvernement sont versés au Fonds consolidé du revenu sauf lorsqu'un contrat ou une entente en limite l'utilisation à une fin spécifique, comme le financement d'une activité ou la coopération avec un autre pays. C'est dans de tels cas qu'un compte à fin déterminée peut être constitué par le gouvernement, conformément à l'article 6 de la *Loi sur l'administration financière* (2000, chapitre 15).

Les dépenses effectuées à même ces comptes ne sont pas incluses dans les dépenses consolidées du gouvernement. Elles sont fournies afin de compléter l'information sur les opérations des ministères, même si elles ne font pas partie de leur budget de dépenses.

Résultats des comptes à fin déterminée en 2006-2007<sup>1</sup>:

	2006-2007			2005-2006
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux publics	0,5	1,2	(0,7)	-
Financement des unités autonomes de service: Centre de conservation du Québec	0,4	0,3	0,1	0,1
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1,1	1,1	-	-
	2,0	2,6	(0,7)	0,2

<sup>1</sup> Extrait du Volume IV du Budget de dépenses 2006-2007 et portant sur le Message de la Présidente du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires, p. 79.

# **CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007**

## **MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

29

### **7. L'EFFECTIF TOTAL 2006-2007 POUR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS ET SES ORGANISMES BUDGÉTAIRES**

#### **Ministère :**

Gestion interne et soutien	369
Institutions nationales :	
- Centre de conservation du Québec	21
- Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	204
<b>Sous-total :</b>	<b>594</b>

#### **Organismes budgétaires :**

Commission des biens culturels	4
--------------------------------	---

<b>TOTAL :</b>	<b>598</b>
----------------	------------

#### **Organismes de la Charte de la langue française :**

Coordination de la politique linguistique	9
Office québécois de la langue française	252
Conseil supérieur de la langue française	17

<b>Sous-total :</b>	<b>278</b>
---------------------	------------

<b>TOTAL DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE:</b>	<b>876</b>
--	------------

## **CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2006-2007**

### **MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

30

**L'effectif total 2005-2006 et 2006-2007 pour le Ministère de la Culture et des Communications et ses organismes budgétaires**

Effectifs (en nombre d'ETC)	Budget de dépenses 2005-2006	Variation	Effectif comparatif 2005-2006	Départs à la retraite 2005-2006	Budget de dépenses 2006-2007
Culture et Communica-tions <sup>1</sup>	1 013	(128)	885	(9)	876

La variation de 137 ETC entre le Budget de dépenses 2005-2006 et le Budget de dépenses 2006-2007 s'explique principalement par le transfert des effectifs des Archives nationales du Québec lors de la fusion avec la Bibliothèque nationale du Québec et les postes abolis suite à certaines départs à la retraite.

<sup>1</sup> Extrait du Volume IV du Budget de dépenses 2006-2007 et portant sur le Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires.